

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

Yang Maodong – mieux connu sous son nom de plume Guo Feixiong –, un défenseur des droits humains vivant dans la province du Guangdong (côte sud de la Chine), est maintenu en détention arbitraire depuis plus de 65 jours. Il risque d'être victime de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Soupçonné d'avoir « organisé un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public » le 8 août, **Guo Feixiong**, un défenseur des droits humains, a été arrêté. Sa sœur n'a été notifiée de son placement en détention que le 17 août. Ni sa famille ni son avocat n'ont été informés de son arrestation, bien que la police le maintienne en détention depuis maintenant plus de 37 jours, durée au-delà de laquelle toute incarcération doit donner lieu à une notification officielle. Il se trouve au centre de détention de Tianhe (ville de Guangzhou) où il risque d'être victime d'actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Amnesty International considère Guo Feixiong comme un prisonnier d'opinion et demande donc sa libération immédiate et inconditionnelle.

La police a empêché Sui Muqing et Ling Qilei, les avocats de Guo Feixiong, de lui rendre visite à cinq reprises, le plus récemment le 26 septembre, sous le prétexte que l'affaire était « grave » et que les avocats devaient déposer une demande officielle afin de pouvoir s'entretenir avec le détenu en personne. Cependant, aux termes du Code chinois de procédure pénale, les avocats sont uniquement tenus d'obtenir la permission de voir leur client lorsque ce dernier est soupçonné d'agissements « portant atteinte à la sûreté de l'État, relevant du terrorisme ou constituant des faits de corruption particulièrement graves ».

Le placement en détention de Guo Feixiong semble être en relation avec son implication au sein du « Mouvement des nouveaux citoyens », une organisation populaire dont les membres réclament plus de transparence de la part du gouvernement, ainsi que la fin de la corruption. Une soixantaine de personnes liées à ce mouvement ont été arrêtées illégalement ou soumises à une disparition forcée ces derniers mois, notamment Xu Zhiyong, un défenseur des droits humains de premier plan et un modèle pour les sympathisants de cette mouvance. À la connaissance d'Amnesty International, 29 de ces personnes ont officiellement été appréhendées à ce jour.

L'« organisation d'un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public » est passible d'une peine maximale de cinq ans de prison.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités chinoises à libérer Guo Feixiong immédiatement et sans condition ;
- demandez-leur de veiller à ce que Guo Feixiong ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements, puisse s'entretenir régulièrement avec sa famille et ses avocats, et reçoive tous les soins médicaux que son état de santé pourrait nécessiter.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 NOVEMBRE 2013 À :

Directeur de la branche du district de Tianhe du département de la Sécurité publique

Wu Yusheng Juzhang
613 Sougoulinglu, Tianhequ
Guangzhoushi 510640
République populaire de Chine
Tél. : +86 20 83115036 (en chinois uniquement)

Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur le Directeur,

Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun Buzhang
Gong'anbu
14 Dongchang'anjie
Dongchengqu
Beijingshi 100741
République populaire de Chine
Tél. : +86 10 66262114 (en chinois uniquement)

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Président,

Copies à :

Premier ministre
Li Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie, Xichengqu,
Beijingshi 100017,
République populaire de Chine
Fax : +86 10 65961109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS RISQUE LA TORTURE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Guo Feixiong est un auteur et défenseur des droits humains, et a jadis œuvré comme conseiller juridique au cabinet d'avocats Shengzhi, à Pékin. Il a soutenu diverses causes en rapport avec les droits fondamentaux au cours de la décennie écoulée. En 2005, il a pris part à une grève de la faim en réaction à un appel lancé par Gao Zhisheng, éminent avocat spécialiste de la défense des droits humains. Celui-ci proposait la formation d'un « groupe de grévistes de la faim » dont l'objectif serait de protester contre la répression menée par le gouvernement à l'égard des militants en faveur des droits humains. Cette grève de la faim était également une manière de protester contre son placement antérieur en détention et les coups qu'il avait reçus pour avoir proposé une aide juridique aux villageois de Taishi qui avaient demandé qu'un représentant des autorités municipales accusé de corruption en 2005 soit démis de ses fonctions. En 2007, il a été condamné à cinq ans de prison pour « transactions commerciales illégales » (en vertu de l'article 225 du Code pénal chinois). Guo Feixiong affirme que ces « aveux » lui ont été arrachés sous la torture, ce qui l'a amené à faire une tentative de suicide.

En janvier 2013, il a soutenu l'action de protestation du personnel de *Southern Weekly* contre les ingérences politiques dans la ligne éditoriale de cette publication. En mars 2013, il a aidé à lancer une pétition visant à inciter l'Assemblée populaire nationale à ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la Chine a signé en 1998 mais n'a pas encore ratifié. Guo Feixiong est par ailleurs un fervent partisan du mouvement social demandant que le patrimoine des représentants de l'État soit rendu public.

Guo Feixiong a reçu le soutien de plus de 120 avocats chinois spécialisés dans la défense des droits humains, qui ont créé un « groupe d'assistance juridique » afin de lui prodiguer aide et conseils dans le cadre de cette affaire.

Il a une femme et deux enfants qui se sont vu accorder l'asile politique aux États-Unis en novembre 2009.

En mai 2012, dans son article intitulé « La Chine a besoin d'un mouvement des nouveaux citoyens », Xu Zhiyong, un défenseur des droits humains influent, a décrit ce mouvement comme une campagne culturelle, sociale et politique non violente. Il y proposait plusieurs activités, telles que répandre « l'esprit du Nouveau citoyen » en ligne et dans la rue, assumer la « responsabilité du Nouveau citoyen » en rejetant la corruption et en œuvrant pour le bien de la société, utiliser le signe « Citoyen » ou autre moyen d'identification, participer à la vie civique en organisant des réunions pour discuter de la situation politique, aider les plus faibles et s'unir pour travailler de concert.

La charge d'« organisation d'un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public » (article 291 du Code pénal chinois) peut être retenue contre les personnes qui se réunissent pour troubler l'ordre dans les gares ferroviaires ou routières, sur les quais, dans les aéroports civils, sur les marchés, dans les théâtres, cinémas, centres d'exposition, terrains de sport et autres espaces publics, ou en vue de bloquer ou perturber la circulation, et contre les personnes qui résistent aux agents de la force publique ou empêchent ceux-ci d'effectuer leur devoir conformément à la loi. Si les circonstances sont graves, un meneur est passible d'une peine maximale de cinq années d'emprisonnement.

Nom : Guo Feixiong

Homme

AU 286/13, ASA 17/035/2013, 11 octobre 2013